



05 SEPTEMBRE 2024

Aujourd'hui dans le mot du Jeudi :
(clique pour accéder directement à l'article)

- [Non à la généralisation des évaluations nationales !](#)
- [Une rentrée sans ministre... mais avec un super syndicat.](#)
- [De la lesbophobie dans une école](#)

ÉVALUATION NATIONALE En grève le 10 septembre !



La généralisation des évaluations à toutes les classes du CP à la seconde prévue dès la rentrée 2024, constituent une attaque contre l'école, contre les élèves et contre les enseignant-es.

SUD éducation s'oppose à la mise sous contrôle de l'école par des évaluations nationales généralisées et les dénonce. Elles ne sont pas utiles aux élèves et ne répondent pas aux difficultés scolaires, au contraire elles nient l'hétérogénéité des rythmes d'apprentissage des élèves et constituent une source de stress et de mal-être pour les élèves. En effet, elles induisent une mise en conformité et une normativité des pratiques et des élèves contre la logique des cycles et contre les aspirations à une école plus inclusive.

Les évaluations nationales, les nouveaux programmes et la labellisation des manuels constituent un ensemble de mesures qui nient la liberté pédagogique des enseignant-es, contrôlent leurs pratiques pédagogiques mais aussi discréditent l'expertise et les compétences des enseignant-es. Les évaluations nationales incarnent la volonté du ministère de transformer les enseignant-es en simples exécutant-es de directives, de méthodes, d'évaluations... au contraire, pour SUD éducation, les enseignant-es sont des professionnels capables de concevoir un enseignement qui répond aux difficultés et aux besoins des élèves.

SUD éducation appelle, avec d'autres organisations syndicales, les collègues à boycotter et à refuser collectivement de faire passer les évaluations nationales à la rentrée 2024.

SUD éducation revendique un Choc des moyens pour l'école publique !

GRÈVE LE 10 SEPTEMBRE : AG À 9H30 A LA BOURSE DU TRAVAIL ET RASSEMBLEMENT À 12H PLACE DU RALLIEMENT

Retrouve l'ensemble de la documentation de SUD éducation en [cliquant là](#), le modèle de déclaration d'intention de grève pour le premier degré en [cliquant ici](#) et le tract de SUD éducation 49 en [cliquant par là](#)

RENTRÉE 2024

Une rentrée sans ministre et sous tension : l'organisation syndicale plus que jamais indispensable.



Alors que cette rentrée se déroule sans ministre et que tous les projets de réforme destructeurs pour l'éducation sont à l'arrêt, l'organisation collective et la lutte semblent plus que jamais indispensable pour protéger le service public d'éducation.

Des réformes Blanquer au Choc des Savoirs : une école du tri social et de la maltraitance !

Depuis 2017, Macron et Blanquer ont mis en place une politique minutieuse de destruction de l'école : la loi Rilhac, le choc des savoirs, les évaluations nationales, Parcoursup... sont autant d'éléments qui montrent une vision étriquée des apprentissages laissant la place à des savoirs dit « fondamentaux » et aggravant

une école à deux vitesses. Ces réformes qui sont faites à marche forcée, l'ont été avec une forte opposition des collègues. Encore une fois, le gouvernement témoigne de son mépris pour les collègues en n'écoutant pas nos revendications.

Sans moyens, pas d'école inclusive ni de lutte contre les discriminations

Alors que l'école devrait construire la société démocratique de demain en luttant contre les discriminations et en s'engageant dans la reconversion écologique de la société, le gouvernement poursuit son entreprise libérale de casse du service public d'éducation et fait de l'école inclusive, de la lutte contre le harcèlement scolaire et les discriminations une vitrine mensongère de sa politique. Le nombre d'élève en situation de handicap à l'école a augmenté de 35 % depuis 2017. Cette avancée pour le droit des enfants à accéder à l'école ne sert à rien tant que le métier d'AESH n'est pas réellement reconnu (salaire décent, statut...)

Attractivité des métiers : l'échec de Gabriel Attal

Face aux grandes difficultés de recrutement des personnels enseignants, AESH et médico-sociaux, Gabriel Attal a fait du renforcement de l'attractivité de nos métiers, des salaires et des conditions de travail une priorité, et à nouveau c'est un échec cuisant dont l'école paiera le prix fort. L'Éducation nationale peine à recruter des personnels AED et AESH pourtant essentiels à la scolarité des élèves en raison de la grande précarité que le ministère leur impose.

Bâti scolaire : l'urgence écologique et sanitaire toujours minimisée par l'Éducation nationale

SUD éducation poursuit son travail d'information et de mobilisation autour des questions bâtimentaires. L'Éducation nationale est, en effet, confrontée à un double défi : celui de la nécessaire reconversion du bâti scolaire face à l'urgence écologique et au dérèglement climatique mais aussi le désamiantage du bâti scolaire.

En France, l'amiante a été interdit en 1997. 85% des écoles et établissements scolaires et universitaires ont été construits avant cette date, il y a donc de l'amiante dans la plupart d'entre eux. **SUD éducation mène une campagne offensive pour alerter sur les dangers de l'amiante et contraindre l'Éducation nationale à assumer ses obligations de protection de la santé et de la sécurité des personnels et des élèves. Il y a là un enjeu de santé publique majeur !**

POUR LUTTER CONTRE LA DÉGRADATION GÉNÉRALE DE NOS MÉTIERS, NE RESTE PAS SEUL·E. TU PEUX (RÉ)ADHÉRER À SUD ÉDUCATION [EN CLIQUANT LÀ](#)

Retrouve le dossier de rentrée de SUD éducation en [cliquant là](#)

LESBOPHOBIE

Une professeure des écoles menacée n'a pas fait sa rentrée.



Une enseignante du village de Moussage (Cantal) a reçu des menaces de mort et injures. Celles-ci étaient affichées depuis des mois dans tout le village. Les murs avaient été tagués et des courriers avaient été déposés dans la boîte de l'école avec, notamment, des injures telles que « va crever sale gouine » ou encore « Pédophiles »....

Elle n'a reçu que peu de soutien de la part des habitant.e.s du village, sous la pression, elle est en arrêt maladie et n'a pas fait sa rentrée malgré sa volonté de rester en poste.

Plus d'information en [cliquant là](#)



Equipe de rédaction :

Les Jeudien·nes